

**LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES  
ENTREPRISES**

**Rapport annuel sur les activités de la période de  
douze mois se terminant le 31 mars 1988**



Industrie, Sciences et  
Technologie Canada

Industry, Science and  
Technology Canada



Agence de  
promotion économique  
du Canada atlantique

Atlantic Canada  
Opportunities  
Agency



Diversification de l'économie  
de l'Ouest canadien

Western Economic  
Diversification Canada





**LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES**

**Rapport annuel sur les activités de la période de douze mois se  
terminant le 31 mars 1988**

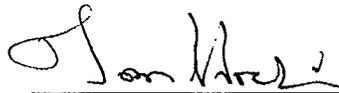


Son Excellence la très honorable Jeanne Sauvé, C.P., C.C., C.M.M., C.D.  
Gouverneur général du Canada  
Résidence du Gouverneur général  
1, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A1

Votre Excellence,

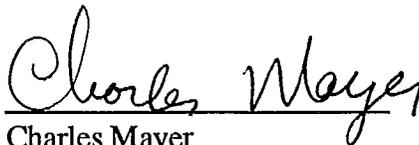
Conformément aux dispositions de l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette Loi pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 1988.

Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, nos respectueuses salutations.



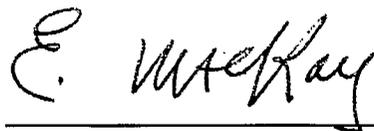
---

Tom Hockin  
Ministre d'État  
Petites entreprises et Tourisme



---

Charles Mayer  
Ministre de la Diversification de  
l'économie de l'Ouest canadien



---

Elmer MacKay  
Ministre chargé de l'application  
de la Loi sur l'Agence de promotion  
économique du Canada atlantique

## **Introduction**

Le présent rapport annuel sur les activités reliées à la Loi sur les prêts aux petites entreprises (la Loi) est présenté par trois ministres pour les raisons suivantes:

1. Le 5 juin 1987, le Ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. Dans le présent rapport, les termes « Canada atlantique » et « ATL » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

2. Le 4 août 1987, le Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest a été nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans le présent rapport, les termes « Ouest canadien » et « OUEST » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

3. Le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) demeure le Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Ontario, au Québec ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Yukon. Il demeure également le Ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la Loi. Depuis 1977, le Ministre d'ISTC délègue ses responsabilités à l'égard de la Loi au ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme. Dans le présent rapport, les termes « Centre et Nord du Canada » et « CENTRE » désignent les provinces et territoires susmentionnés.

## **Historique**

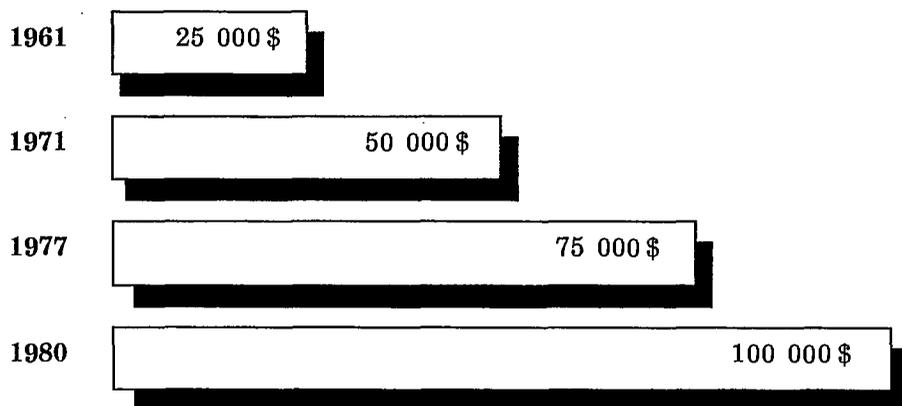
Le but de la Loi, laquelle est en vigueur depuis janvier 1961, est d'accroître la disponibilité des prêts ayant pour objet l'établissement, l'agrandissement, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises commerciales.

En vertu de la Loi, le Ministre est tenu de payer à un prêteur autorisé 85 p. 100 de toute perte qu'a subie le prêteur par suite d'un prêt destiné à l'amélioration d'entreprises, à condition que les exigences de la Loi soient respectées. Les principales exigences portent sur l'admissibilité de l'emprunteur en tant que petite entreprise désignée, les motifs admissibles justifiant l'attribution d'un prêt, le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit, la période de remboursement maximum, le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu de l'emprunteur et les garanties minima à prendre.

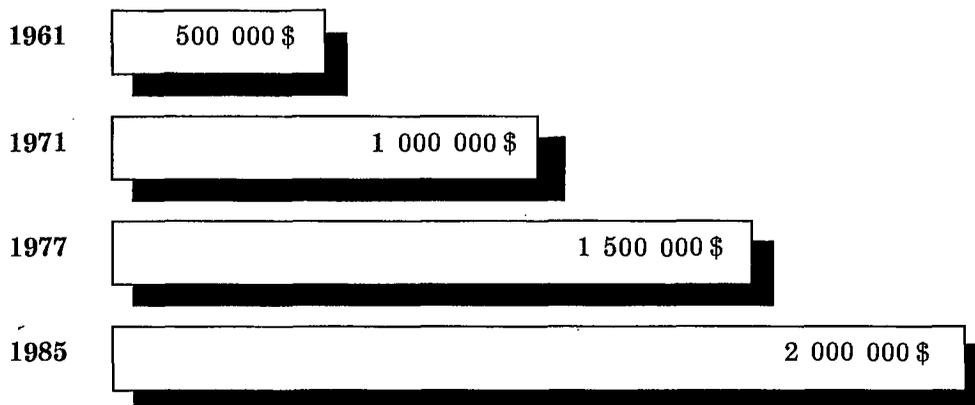
## Les principales modifications

Depuis 1961, plusieurs modifications ont été apportées à la Loi, dont voici les plus importantes:

1. Les modifications affectant le **montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur** à quelque moment que ce soit:



2. Les modifications affectant le **montant du revenu annuel brut estimatif** de façon à définir une petite entreprise commerciale désignée:



3. En février 1978, la formule utilisée pour établir le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu par le prêteur a été modifiée; ainsi, d'un taux fixe déterminé semestriellement, le taux d'intérêt maximum suit désormais le taux préférentiel des banques à charte plus 1 p. 100, et fluctue en fonction de ce taux pour la durée du prêt.

4. Depuis avril 1985, les prêteurs doivent payer un droit initial de 1 p. 100 au gouvernement et, en vertu d'un nouveau mécanisme de partage des pertes, les pertes sont partagées entre le gouvernement et les prêteurs dans une proportion de 85:15 plutôt que d'être entièrement assumées par le gouvernement.

5. A compter du 2 novembre 1987, la définition « entreprise commerciale » a été élargie et comprend dorénavant les entreprises de pêche. De plus, les caisses populaires et autres coopératives de crédit ont été autorisées à fixer et à réviser le taux d'intérêt d'un prêt consenti aux termes de la Loi selon une méthode similaire à celle des banques à charte et des succursales du Trésor de l'Alberta.

## **Les prêteurs autorisés**

Depuis la promulgation de la Loi, toutes les banques dotées d'une charte en vertu de la Loi sur les banques sont, de ce fait, désignées comme établissements de crédit. Par suite des changements effectués en mars 1970, les dispositions de la Loi ont été élargies pour englober les **credit unions**, les caisses populaires et toutes les autres sociétés coopératives de crédit ainsi que les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurances et de financement qui, sur demande, sont désignées par le Ministre comme banque aux termes de la Loi. En 1974, les succursales du Trésor de l'Alberta ont également été comprises dans cette catégorie.

## **Les emprunteurs admissibles**

Toute entreprise à but lucratif exploitée au Canada dans un des secteurs suivants a le droit d'emprunter aux termes de la Loi, à condition que son revenu brut estimatif ne dépasse pas 2 000 000 \$ au cours de l'année où la demande est effectuée:

- le commerce de détail;
- le commerce de gros;
- les communications;
- les entreprises de construction;
- les entreprises de service;
- la fabrication;
- la pêche;
- les transports.

## **Les motifs d'emprunt**

Les prêts peuvent être consentis par un prêteur autorisé pour les motifs suivants:

- l'achat des terrains nécessaires à l'exploitation d'une petite entreprise commerciale (**prêts concernant les terrains**);
- la rénovation, l'amélioration, la modernisation ou l'agrandissement de locaux, la construction ou l'achat de locaux (**prêts concernant les locaux**);
- l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement assujéti à un bien immeuble ou réel (**prêts concernant l'outillage fixe**);
- l'achat, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement non assujéti à un bien immeuble ou réel (**prêts concernant l'outillage mobile**).

Des prêts ne peuvent être obtenus pour le financement des stocks, l'accroissement du fonds de roulement ou le refinancement des dettes.

Les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises peuvent servir à financer jusqu'à 90 p. 100 des coûts des terrains et des locaux et jusqu'à 80 p. 100 des coûts de l'outillage.

## **Les résultats d'exploitation pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 1988**

Ensemble du programme

Pendant les douze mois à l'étude, 18 640 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises ont été attribués, représentant un total de 683 705 916 \$. La moyenne des prêts s'est accrue, passant de 33 574 \$ à 36 680 \$ pendant la période de douze mois se terminant le 31 mars 1988.

De la valeur financière des prêts consentis pendant la période à l'étude, 72 000 000 \$, ou 10,5 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration et la modernisation **d'outillage fixe**; 429 800 000 \$, ou 62,9 p. 100, ont servi à financer l'achat, la rénovation, l'amélioration et la modernisation **d'outillage mobile**; 168 400 000 \$, ou 24,6 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction et l'achat de **locaux** (à l'exclusion des terrains), tandis que 13 500 000 \$, ou 2,0 p. 100, ont servi à financer l'**achat de terrains**.

Comme par les années passées, les **entreprises de services** ont profité plus que les autres des facilités d'emprunt aux termes de la Loi et, pour la période de douze mois à l'étude, ont reçu 288 600 000 \$, ou 42,2 p. 100, du total des prêts. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 163 600 000 \$, ou 23,9 p. 100, le **secteur des transports**, avec 85 400 000 \$, ou 12,5 p. 100, les **entreprises de la fabrication**, avec 66 300 000 \$, ou 9,7 p. 100, les **entreprises de construction**, avec 49 000 000 \$, ou 7,2 p. 100, les **établissements de vente en gros**, avec 18 200 000 \$, ou 2,7 p. 100, la **pêche**, depuis le 2 novembre 1987, avec 7 100 000 \$, ou 1,0 p. 100, et le **secteur des communications**, avec 5 500 000 \$, ou 0,8 p. 100.

Depuis la création du programme en 1961 jusqu'au 31 mars 1988, 250 349 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, représentant la somme de 6 504 215 838 \$, ont été consentis. Au cours de cette même période, des paiements ont été versés aux prêteurs, aux termes des dispositions de garanties de la Loi, en réponse à 9 644 réclamations évaluées à 207 383 391 \$. Au 31 mars 1988, le coût net des réclamations payées aux prêteurs se voyait diminué à 182 394 186 \$, à la suite de 4 076 642 \$ perçus depuis le début du programme au titre des créances subrogées et d'un montant de droits totalisant 20 912 563 \$ perçu à l'égard des prêts destinés à l'amélioration d'entreprises qui furent enregistrés à compter du 1er avril 1985.

## Ouest canadien

(Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique)

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du programme, 5 857 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 191 641 037 \$ ont été attribués dans l'Ouest du Canada au cours des douze mois qui se sont terminés le 31 mars 1988. La moyenne des prêts s'est accrue, passant à 32 720 \$ comparativement à 31 179 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 191 600 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 12 200 000 \$, ou 6,3 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**, 135 000 000 \$, ou 70,5 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**, 37 700 000 \$, ou 19,7 p. 100, ont servi à financer des **locaux (à l'exclusion des terrains)** et 6 700 000 \$, ou 3,5 p. 100, ont servi à financer l'**achat de terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 83 100 000 \$, ou 43,4 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 38 100 000 \$, ou 19,9 p. 100, le **secteur des transports**, avec 35 800 000 \$, ou 18,7 p. 100, les **entreprises de construction**, avec 15 900 000 \$, ou 8,3 p. 100, les **entreprises de la fabrication**, avec 10 900 000 \$, ou 5,7 p. 100, les **établissements de vente en gros**, avec 3 500 000 \$, ou 1,8 p. 100, le **secteur des pêches**, depuis le 2 novembre 1987, avec 3 200 000 \$, ou 1,6 p. 100, et le **secteur des communications**, avec 1 100 000 \$, ou 0,6 p. 100.

## Centre et Nord du Canada

(Ontario, Québec, Territoires du Nord-Ouest et du Yukon)

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du programme, 11 243 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 437 360 517 \$ ont été attribués dans le Centre et le Nord du Canada au cours des douze mois qui se sont terminés le 31 mars 1988. La moyenne des prêts s'est accrue, passant à 38 901 \$ comparativement à 34 867 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 437 400 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 57 700 000 \$, ou 13,2 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**, 257 000 000 \$, ou 58,7 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**, 116 700 000 \$, ou 26,7 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains), et 6 000 000 \$, ou 1,4 p. 100, ont servi à financer l'**achat de terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 190 200 000 \$, ou 43,5 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 114 200 000 \$, ou 26,1 p. 100, les **entreprises de la fabrication**, avec 51 500 000 \$, ou 11,8 p. 100, le **secteur des transports**, avec 36 900 000 \$, ou 8,4 p. 100, les **entreprises de construction**, avec 27 500 000 \$, ou 6,3 p. 100, les **établissements de vente en gros**, avec 12 800 000 \$, ou 2,9 p. 100, le **secteur des communications**, avec 4 100 000 \$, ou 0,9 p. 100, et le **secteur des pêches**, depuis le 2 novembre 1987, avec 200 000 \$, ou 0,1 p. 100.

## Canada atlantique

(Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve)

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du programme, 1 540 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 54 704 362 \$ ont été attribués dans le Canada atlantique au cours des douze mois qui se sont terminés le 31 mars 1988. Le nombre des prêts a donc augmenté de 77 ou de 5,3 p. 100 et leur montant de 7 624 087 \$ ou 16,1 p. 100 par rapport à la période de douze mois précédente. La moyenne des prêts consentis au cours des douze mois terminés le 31 mars 1988, s'est accrue, passant à 35 522 \$ comparativement à 32 181 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 54 700 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 2 100 000 \$, ou 3,8 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**, 37 800 000 \$, ou 69,1 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**, 14 000 000 \$, ou 25,6 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains) et 800 000 \$, ou 1,5 p. 100, ont servi à financer l'**achat de terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 15 300 000 \$, ou 28 p. 100 du total. Viennent ensuite le **secteur des transports**, avec 12 600 000 \$, ou 23 p. 100, les **établissements de vente au détail**, avec 11 300 000 \$, ou 20,7 p. 100, les **entreprises de construction**, avec 5 700 000 \$, ou 10,4 p. 100, les **entreprises de la fabrication**, avec 3 900 000 \$, ou 7,1 p. 100, le **secteur des pêches**, depuis le 2 novembre 1987, avec 3 700 000 \$, ou 6,8 p. 100, les **établissements de vente en gros**, avec 1 900 000 \$, ou 3,5 p. 100, et le **secteur des communications**, avec 300 000 \$, ou 0,5 p. 100.

## **Âge des petites entreprises emprunteuses**

Depuis le 2 novembre 1987, les prêteurs sont tenus de fournir l'âge d'une entreprise ayant bénéficié d'un prêt destiné à l'amélioration d'une entreprise consenti en vertu de la Loi. Sur les 18 640 prêts consentis pendant l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1988, 7 564 l'ont été à compter du 2 novembre 1987. D'après les renseignements fournis par les prêteurs, il ressort que sur ces 7 564 petites entreprises, 38,5 p. 100 venaient d'être mises sur pied, 7,5 p. 100 en étaient à leur première année d'exploitation, 7,5 p. 100 à leur deuxième année et 6,5 p. 100 à leur troisième année, ce qui signifie que pendant la période de cinq mois qui s'est écoulée de novembre à mars, 4 537 petites entreprises, soit 60 p. 100 du total, comptaient trois années ou moins d'exploitation.

Toute question ou toute remarque concernant ce rapport annuel peuvent être formulées à l'endroit suivant:

Administration des prêts aux petites entreprises  
Industrie, Sciences et Technologie Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0H5

LISTE DES TABLEAUX

1	Résumé des activités	12
1(a)	Nombre de P.A.E. consentis et la moyenne de ces prêts - par région	13
1(b)	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits	14
1(c)	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits - par région	15
2	Activités passées - Ensemble du Programme - Nombre de prêts	16
2(a)	Activités passées - Ensemble du Programme - Montant des prêts	17
3	Nombre et valeur des prêts - Ensemble du Programme	18
4	P.A.E. versés, remboursements effectués et solde impayé du capital	19
5	P.A.E. par type d'établissement de prêts et par province	20
5(a)	P.A.E. des banques à charte par province	21, 22
5(b)	P.A.E. des caisses populaires, des credit unions et autres sociétés coopératives de crédit par province	23, 24
5(c)	P.A.E. des sociétés de fiducie, des compagnies d'assurances et de financement par province	25
5(d)	Repartition selon les régions - 18 640 prêts	26
5(e)	Répartition selon les régions - 683 700 000 \$ en prêts	27
6	P.A.E. par province et par type d'entreprise commerciale	28
6(a)	Répartition selon les types d'entreprises - Ensemble du Programme	29
7	Prêts concernant l'outillage mobile, par type d'entreprise commerciale	30
8	Prêts concernant l'outillage fixe, par type d'entreprise commerciale	31
9(a)	Prêts consentis pour l'amélioration des locaux, par type d'entreprise commerciale	32

9(b)	Prêts consentis pour financer la construction de locaux, par type d'entreprise commerciale	33
9(c)	Prêts consentis pour l'achat de locaux, par type d'entreprise commerciale	34
10	Prêts consentis pour l'achat de terrains, par type d'entreprise commerciale	35
11	Répartition des prêts par catégories - Ensemble du Programme	36

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS  
(Ensemble du Programme - Toutes les provinces et les territoires)

PÉRIODE	PRÊTS DESTINÉS À L'AMÉLIORATION D'ENTREPRISES (P.A.E.) CONSENTIS		MOYENNE DES P.A.E. \$	CRÉANCES PAYÉES	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
<u>12 mois terminés le 31 déc. 1961 - 1969</u>	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970	1 367	13 772 340	10 075	27	148 649
1971	2 138	22 361 763	10 459	20	71 329
1972	2 860	28 453 509	9 949	21	125 955
1973	3 149	32 068 566	10 184	17	112 178
1974	2 947	37 241 269	12 637	37	239 175
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 000	99 586 016	19 917	72	632 794
1978	7 319	176 711 904	24 144	122	1 380 584
1979	10 818	268 715 323	24 840	152	1 788 619
1980	16 828	421 346 123	25 038	242	3 825 688
1981	17 543	522 458 588	29 782	390	6 761 102
1982	17 376	450 802 248	25 944	561	11 705 508
1983	26 492	713 183 186	26 921	998	22 283 733
<u>3 mois terminés le 31 mars 1984</u>	7 589	210 833 533	27 781	368	10 724 817
<u>12 mois terminés le 31 mars 1985</u>	34 744	1 006 322 008	28 964	1 533	29 079 005
1986	23 588	737 431 100	31 263	1 884	44 429 322
1987	21 145	709 901 190	33 573	1 524	37 066 765
1988	18 640	683 705 916	36 680	1 457	35 052 253
TOTAL	250 349	6 504 215 838	25 981	9 644	206 769 754

Nota: 1. Les données sur les "prêts consentis" et la "moyenne des prêts" pour la période de douze mois se terminant le 31 mars 1986 et antérieurement peuvent différer de celles qui figurent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif de P.A.E. de la part des prêteurs.

2. Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période faisant l'objet du rapport a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.

TABLEAU 1(a)

## NOMBRE DE P.A.E. CONSENTIS ET LA MOYENNE DE CES PRÊTS - PAR RÉGION

PÉRIODE	P.A.E. CONSENTIS								MOYENNE DES P.A.E. \$
	* CANADA ATLANTIQUE		** OUEST CANADIEN		*** CENTRE ET NORD DU CANADA		TOTAL		
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	
12 mois terminés le 31 mars 1988									
1 avr. 87 - 4 juin 87	290	10 123 022	-	-	-	-	-	-	
5 juin 87 - 31 mars 88	1 250	44 581 340	-	-	-	-	-	-	
<b>TOTAL CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>1 540</b>	<b>54 704 362</b>	-	-	-	-	<b>1 540</b>	<b>54 704 362</b>	<b>35 522</b>
1 avr. 87 - 3 août 87	-	-	2 202	69 848 268	-	-	-	-	
4 août 87 - 31 mars 88	-	-	3 655	121 792 769	-	-	-	-	
<b>TOTAL OUEST CANADIEN</b>	-	-	<b>5 857</b>	<b>191 641 037</b>	-	-	<b>5 857</b>	<b>191 641 037</b>	<b>32 720</b>
1 avr. 87 - 31 mars 88	-	-	-	-	11 243	437 360 517	-	-	
<b>TOTAL CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	-	-	-	-	<b>11 243</b>	<b>437 360 517</b>	<b>11 243</b>	<b>437 360 517</b>	<b>38 901</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 540</b>	<b>54 704 362</b>	<b>5 857</b>	<b>191 641 037</b>	<b>11 243</b>	<b>437 360 517</b>	<b>18 640</b>	<b>683 705 916</b>	<b>36 680</b>

\* Pour les fins de la présente Loi, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique englobe, depuis le 5 juin 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve (le Canada atlantique).

\*\* Pour les fins de la présente Loi, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest englobe, depuis le 4 août 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba (l'Ouest canadien).

\*\*\* Industrie, Sciences et Technologie Canada englobait, avant le 5 juin 1987 dans le cas de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et avant le 4 août 1987 dans le cas du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest, les petites entreprises commerciales de toutes les régions du Canada. A compter de ces dates, le ministère continue d'assumer la responsabilité de toutes ces entreprises qui sont situées dans les provinces de Québec et de l'Ontario ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon (Centre et Nord du Canada).

TABLEAU 1(b)

## SOMMAIRE DES CRÉANCES PAYÉES, RECOUVREMENTS, ET DROITS

PÉRIODE	CRÉANCES PAYÉES - ANNÉES COURANTES				RECOUVREMENTS DE CRÉANCES DES ANNÉES ANTÉRIEURES	CRÉANCES PAYÉES MOINS TOUS LES RECOUVREMENTS	RECETTES DES DROITS DE 1%	CRÉANCES PAYÉES MOINS LES RECOUVREMENTS ET LES DROITS
	#	MONTANTS BRUTS \$	RECOUVREMENTS \$	MONTANTS NETS \$				
12 mois terminés le 31 déc.								
1961 - 1969	142	873 289	-	873 289	(2 386)	870 903	-	870 903
1970	27	148 649	-	148 649	(16 789)	131 860	-	131 860
1971	20	71 329	-	71 329	(4 829)	66 500	-	66 500
1972	21	125 955	-	125 955	(13 028)	112 927	-	112 927
1973	17	112 178	-	112 178	(13 379)	98 799	-	98 799
1974	37	239 175	-	239 175	(8 615)	230 560	-	230 560
1975	35	237 093	-	237 093	(4 323)	232 770	-	232 770
1976	42	231 896	-	231 896	(17 051)	214 845	-	214 845
1977	72	632 794	-	632 794	(7 287)	625 507	-	625 507
1978	122	1 380 584	-	1 380 584	(13 808)	1 366 776	-	1 366 776
1979	152	1 788 619	-	1 788 619	(51 633)	1 736 986	-	1 736 986
1980	242	3 825 688	-	3 825 688	(62 036)	3 763 652	-	3 763 652
1981	390	6 761 102	-	6 761 102	(88 662)	6 672 440	-	6 672 440
1982	561	11 705 508	-	11 705 508	(63 385)	11 642 123	-	11 642 123
1983	998	22 283 733	-	22 283 733	(178 500)	22 105 233	-	22 105 233
3 mois terminés le 31 mars								
1984	368	10 724 817	-	10 724 817	(44 625)	10 680 192	-	10 680 192
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	-	29 079 005	(670 000)	28 409 005	-	28 409 005
1986	1 884	44 450 775	(21 453)	44 429 322	(592 178)	43 837 144	(7 101 331)	36 735 813
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	(7 172 167)	29 386 654
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
	<u>9 644</u>	<u>207 383 391</u>	<u>(613 637)</u>	<u>*206 769 754</u>	<u>(3 463 005)</u>	<u>203 306 749</u>	<u>(20 912 563)</u>	<u>182 394 186</u>

\* Somme égale aux chiffres du Tableau 1 du rapport annuel

Nota: La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncident avec la date à laquelle ces transactions sont effectuées par le gouvernement.

La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts au moyen du formulaire Annexe 2.

TABLEAU 1(c)

## SOMMAIRE DES CRÉANCES PAYÉES, RECOUVREMENTS ET DROITS - PAR RÉGION

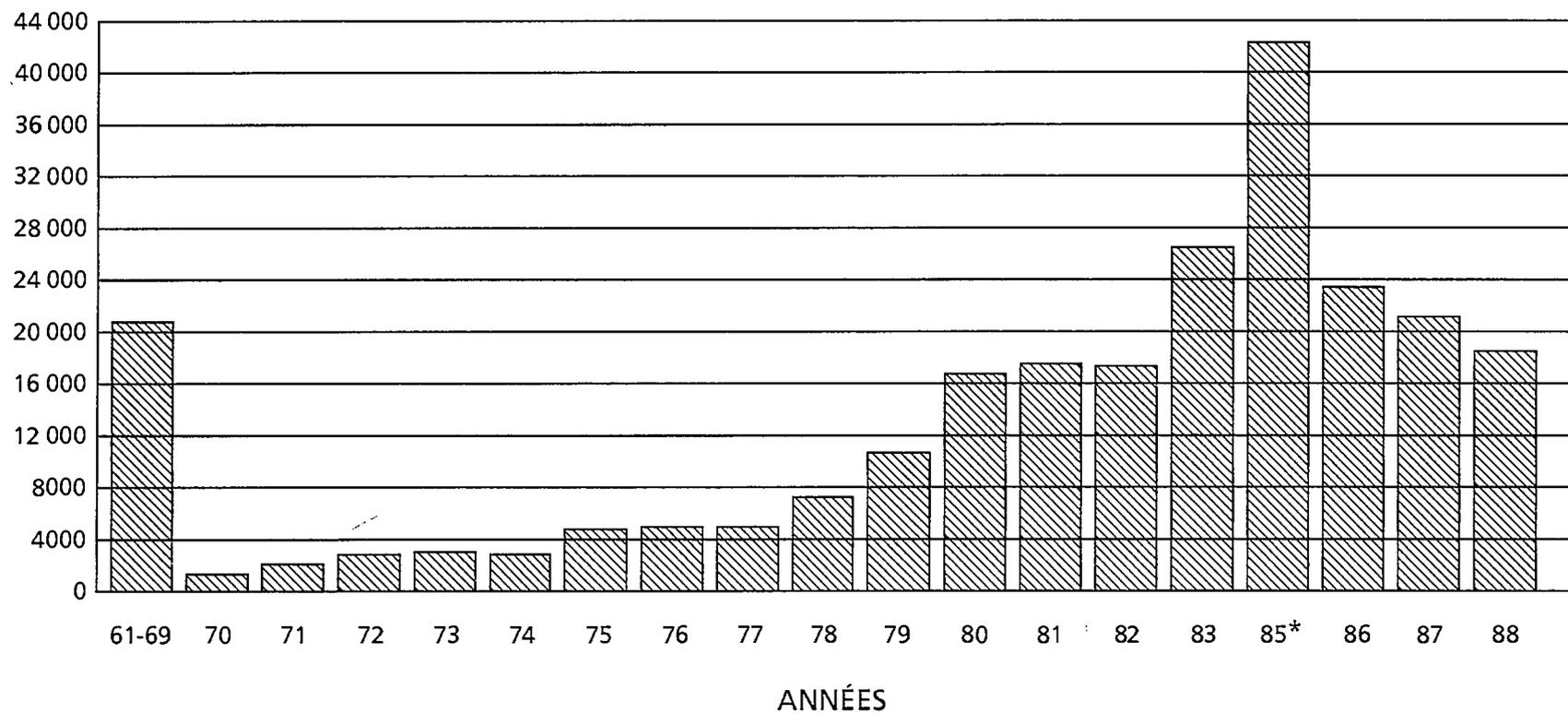
PÉRIODE	CRÉANCES PAYÉES - ANNÉES COURANTES			RECOUVREMENTS DES CRÉANCES DES ANNÉES ANTÉRIEURES	CRÉANCES PAYÉES MOINS TOUS LES RECOUVREMENTS	RECETTE DES DROITS DE 1%	CRÉANCES PAYÉES MOINS LES RECOUVREMENTS ET LES DROITS	
	NOMBRE	MONTANTS BRUTS	RECOUVREMENTS					MONTANTS NETS
	#	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<u>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE (CANADA ATLANTIQUE)</u>								
5 juin 87-31 mars 88	60	1 298 531	(18 361)	1 280 170	(109 914)	1 170 256	(436 575)	733 681
<u>MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST (OUEST CANADIEN)</u>								
4 août 87-31 mars 88	423	9 926 451	(118 644)	9 807 807	(277 933)	9 529 874	(1 186 102)	8 343 772
<u>INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE CANADA (CENTRE ET NORD DU CANADA)</u>								
1 avr. 87-31 mars 88	974	24 154 322	(190 046)	23 964 276	(714 700)	23 249 576	(5 016 388)	18 233 188
Sont compris dans ces résultats les données qui s'appliquent au Canada atlantique et et à l'Ouest canadien avant la formation de l'Agence de Promotion économique du Canada atlantique et du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest.								
<b>TOTALS</b>								
1 avr. 87-31 mars 88	1 457	35 379 304	(327 051)	* 35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641

\* Somme égale aux chiffres du Tableau 1 du rapport annuel.

Nota: La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncident avec la date à laquelle ces transactions sont effectuées par le gouvernement.

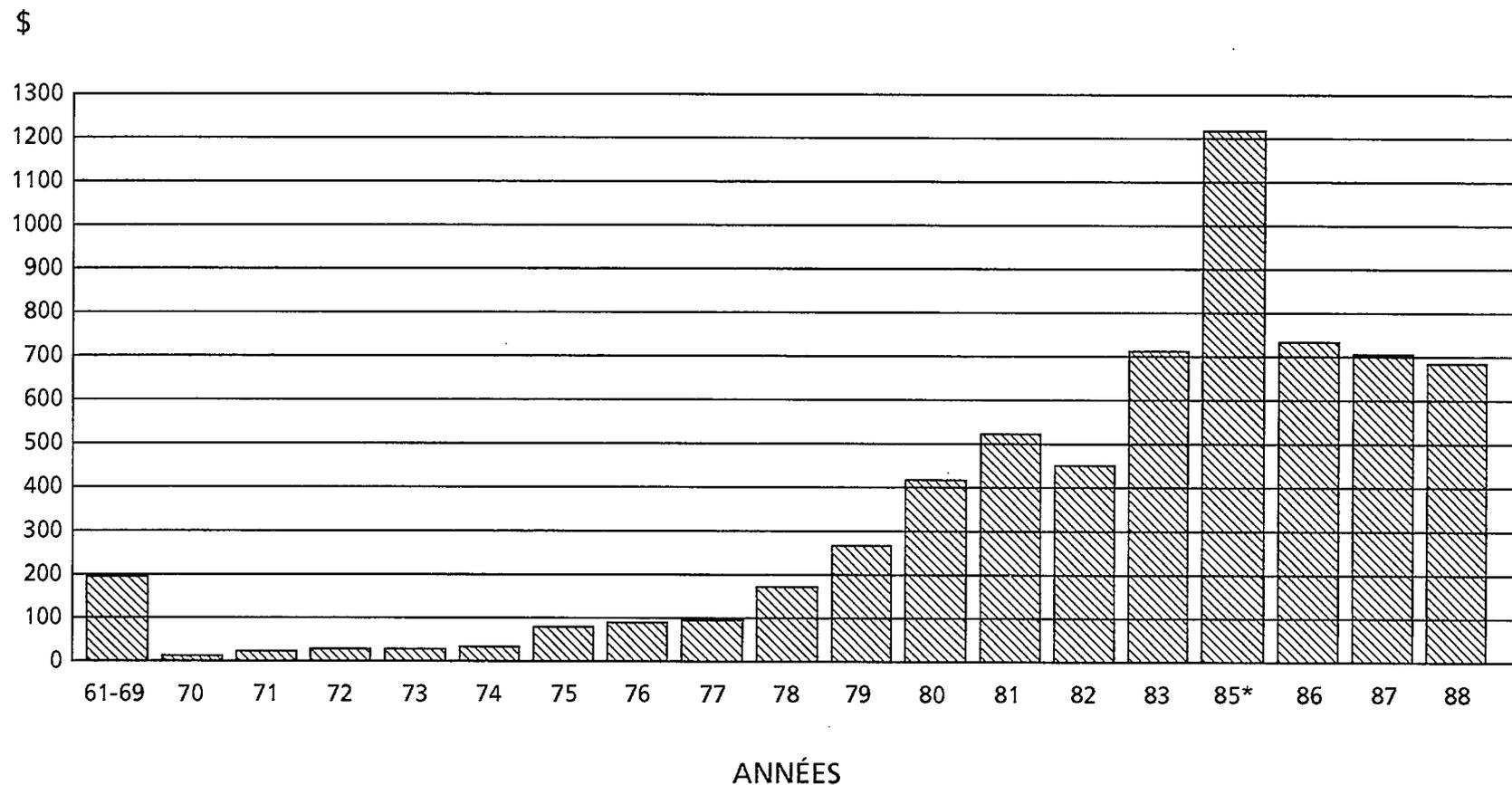
La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts au moyen du formulaire Annexe 2.

TABLEAU 2  
**ACTIVITÉS PASSÉES CONCERNANT LES PRÊTS - ENSEMBLE DU PROGRAMME**  
 NOMBRE DE PRÊTS



\* Périodes de quinze mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de douze mois se terminant le 31 mars

TABLEAU 2 (a)  
**ACTIVITÉS PASSÉES CONCERNANT LES PRÊTS - ENSEMBLE DU PROGRAMME**  
 PRÊTS EN MILLIONS DE DOLLARS



\* Période de quinze mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de douze mois se terminant le 31 mars.

TABLEAU 3  
**NOMBRE ET VALEUR DES PRÊTS - ENSEMBLE DU PROGRAMME**  
 DU 1<sup>er</sup> 1987 AU 31 MARS 1988

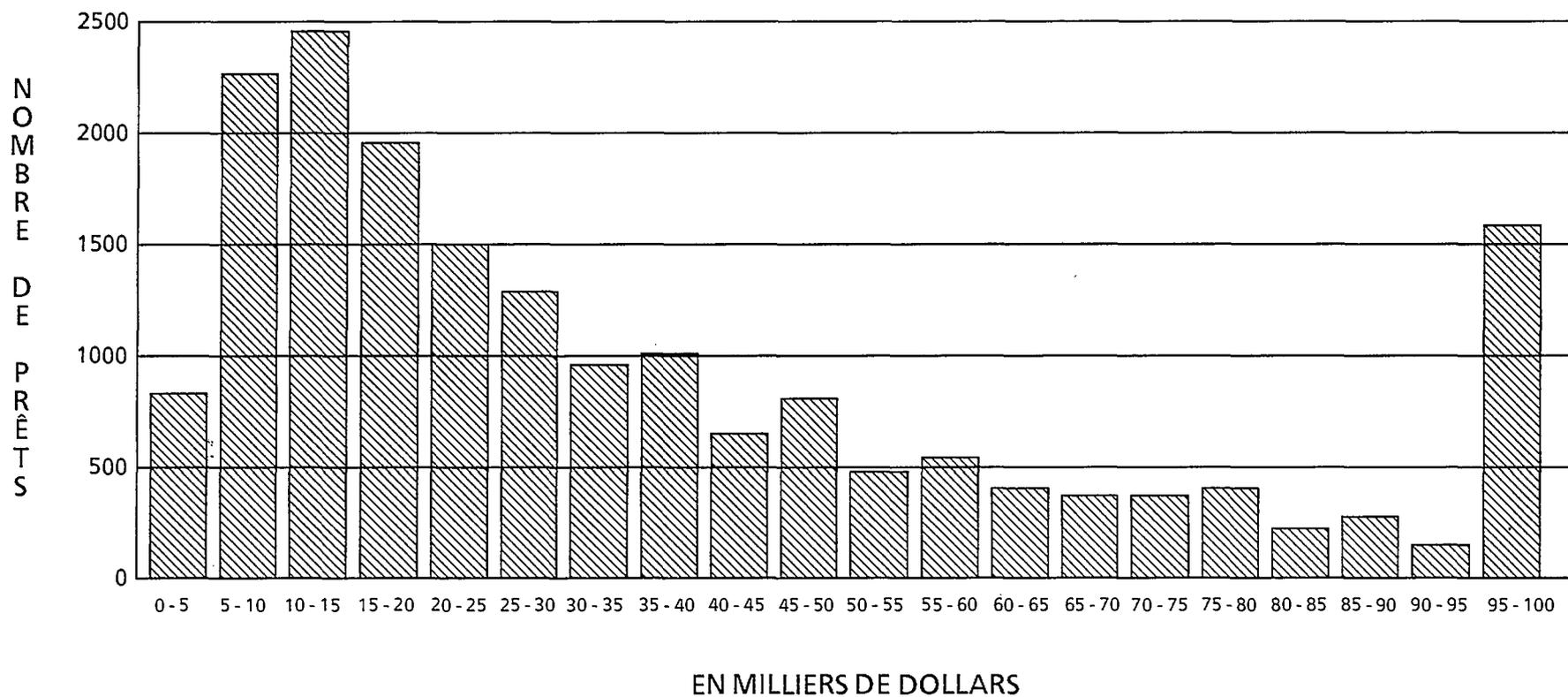


TABLEAU 4

## P.A.E. VERSÉS, REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS ET SOLDE IMPAYÉ DU CAPITAL

PÉRIODES	PRÊTS VERSÉS	REMBOURSEMENTS*	SOLDE IMPAYÉ DU CAPITAL AU 31 MARS 1988**
	\$	\$	\$
PÉRIODE 1: 19 janvier 1961 - 31 décembre 1963	74 549 220	74 549 220	-
PÉRIODE 2: 1 <sup>er</sup> janvier 1964 - 31 décembre 1966	72 662 656	72 662 656	-
PÉRIODE 3: 1 <sup>er</sup> janvier 1967 - 31 décembre 1969	48 212 560	48 212 560	-
PÉRIODE 4: 1 <sup>er</sup> janvier 1970 - 31 juin 1971	23 140 841	23 140 841	-
PÉRIODE 5: 1 <sup>er</sup> juillet 1971 - 30 juin 1974	86 924 604	86 924 604	-
PÉRIODE 6: 1 <sup>er</sup> juillet 1974 - 30 juin 1977	241 446 183	241 269 385	176 798
PÉRIODE 7: 1 <sup>er</sup> juillet 1977 - 30 juin 1980	672 444 062	666 839 135	5 604 927
PÉRIODE 8: 1 <sup>er</sup> juillet 1980 - 31 mars 1983	1 354 003 782	1 307 029 499	46 974 283
PÉRIODE 9: 1 <sup>er</sup> avril 1983 - 31 mars 1985	1 799 793 724	1 535 333 232	264 460 492
PÉRIODE 10: 1 <sup>er</sup> avril 1985 - 31 mars 1988	2 131 038 206	900 156 862	1 230 881 344
TOTAL	6 504 215 838	4 956 117 994	1 548 097 844

\* Inclut le montant du capital payé aux prêteurs en vertu de l'obligation du Ministre.

\*\* Tel que déclaré par les prêteurs au moment d'aller sous presse.

TABLEAU 5

P.A.E. PAR TYPE D'ÉTABLISSEMENT DE PRÊTS ET PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÊTEUR PROVINCE	BANQUE À CHARTE EN VERTU DE LA LOI SUR LES BANQUES		COOPÉRATIVES DE CRÉDIT CAISSES POPULAIRES ET SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT		SOCIÉTÉS DE FIDUCIE, DE PRÊT ET D'ASSURANCES		SUCCURSALES DU TRÉSOR DE L'ALBERTA		TOTAL DES PRÊTS	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
Colombie-Britannique	2 082	73 915 465	152	5 479 782	7	266 096	0	0	2 241	79 661 343
Alberta	1 859	52 596 443	15	454 054	8	348 590	124	4 776 550	2 006	58 175 637
Saskatchewan	863	26 184 477	78	2 827 424	17	897 619	1	87 000	959	29 996 520
Manitoba	633	22 967 985	11	479 504	7	360 048	0	0	651	23 807 537
<b>QUEST CANADIEN</b>	<b>5 437</b>	<b>175 664 370</b>	<b>256</b>	<b>9 240 764</b>	<b>39</b>	<b>1 872 353</b>	<b>125</b>	<b>4 863 550</b>	<b>5 857</b>	<b>191 641 037</b>
Ontario	5 165	208 913 220	13	604 135	147	7 212 837	0	0	5 325	216 730 192
Québec	2 807	108 612 944	2 939	103 552 436	84	4 873 018	0	0	5 830	217 038 398
Territoires du Nord-Ouest	51	2 074 315	0	0	0	0	0	0	51	2 074 315
Yukon	37	1 517 612	0	0	0	0	0	0	37	1 517 612
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>8 060</b>	<b>321 118 091</b>	<b>2 952</b>	<b>104 156 571</b>	<b>231</b>	<b>12 085 855</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 243</b>	<b>437 360 517</b>
Nouveau-Brunswick	436	15 200 506	3	236 281	25	1 651 060	0	0	464	17 087 847
Nouvelle-Écosse	471	19 006 877	0	0	28	1 698 290	0	0	499	20 705 167
Ile-du-Prince-Édouard	196	5 343 473	0	0	8	461 068	0	0	204	5 804 541
Terre-Neuve	373	11 106 807	0	0	0	0	0	0	373	11 106 807
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>1 476</b>	<b>50 657 663</b>	<b>3</b>	<b>236 281</b>	<b>61</b>	<b>3 810 418</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 540</b>	<b>54 704 362</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 973</b>	<b>547 440 124</b>	<b>3 211</b>	<b>113 633 616</b>	<b>331</b>	<b>17 768 626</b>	<b>125</b>	<b>4 863 550</b>	<b>18 640</b>	<b>683 705 916</b>

TABLEAU 5(a)

## P.A.E. DES BANQUES A CHARTE PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÊTEUR  PROVINCE	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus											
	BANQUE ROYALE DU CANADA		BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE		BANQUE TORONTO-DOMINION		BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE		BANQUE DE MONTRÉAL		BANQUE NATIONALE DU CANADA	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
Colombie-Britannique	539	18 594 423	529	19 145 245	416	12 940 086	205	8 365 784	330	12 622 999	1	100 000
Alberta	239	9 078 712	857	21 664 860	384	9 563 979	232	7 289 003	119	3 990 260	0	0
Saskatchewan	314	9 748 477	323	9 274 369	54	1 387 030	109	3 392 768	63	2 381 833	0	0
Manitoba	153	6 579 336	326	10 144 338	45	2 231 060	72	2 170 721	34	1 717 530	3	125 000
<b>QUEST CANADIEN</b>	<b>1 245</b>	<b>44 000 948</b>	<b>2 035</b>	<b>60 228 812</b>	<b>899</b>	<b>26 122 155</b>	<b>618</b>	<b>21 218 276</b>	<b>546</b>	<b>20 712 622</b>	<b>4</b>	<b>225 000</b>
Ontario	1 305	58 522 594	1 293	52 604 608	1 341	51 887 908	769	27 692 784	423	16 151 926	15	853 731
Québec	1 310	42 655 569	161	8 906 345	655	27 418 657	157	5 279 536	250	10 234 195	175	10 924 842
Territoires du Nord-Ouest	8	597 000	39	1 420 890	2	24 600	1	22 750	1	9 075	0	0
Yukon	4	212 000	20	539 258	9	568 000	1	86 491	3	111 863	0	0
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>2 627</b>	<b>101 987 163</b>	<b>1 513</b>	<b>63 471 101</b>	<b>2 007</b>	<b>79 899 165</b>	<b>928</b>	<b>33 081 561</b>	<b>677</b>	<b>26 507 059</b>	<b>190</b>	<b>11 778 573</b>
Nouveau-Brunswick	29	988 983	41	1 012 135	48	1 814 493	257	9 016 174	36	1 073 886	24	1 244 835
Nouvelle-Écosse	79	3 928 526	62	1 988 192	70	3 180 112	230	8 609 992	30	1 300 055	0	0
Ile-du-Prince-Édouard	21	780 326	88	2 202 933	4	123 000	64	1 804 435	19	432 779	0	0
Terre-Neuve	23	939 230	13	329 853	22	594 980	285	7 685 249	27	1 295 495	2	200 000
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>152</b>	<b>6 637 065</b>	<b>204</b>	<b>5 533 113</b>	<b>144</b>	<b>5 712 585</b>	<b>836</b>	<b>27 115 850</b>	<b>112</b>	<b>4 102 215</b>	<b>26</b>	<b>1 444 835</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 024</b>	<b>152 625 176</b>	<b>3 752</b>	<b>129 233 026</b>	<b>3 050</b>	<b>111 733 905</b>	<b>2 382</b>	<b>81 415 687</b>	<b>1 335</b>	<b>51 321 896</b>	<b>220</b>	<b>13 448 408</b>

(Suite)

TABLEAU 5(a) (suite)

## P.A.E. DES BANQUES A CHARTE PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÊTEUR  PROVINCE	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus						P.A.E. CONSENTIS PAR TOUTES LES AUTRES BANQUES A CHARTE		TOTAL DES P.A.E. CONSENTIS PAR L'ENSEMBLE DES BANQUES A CHARTE	
	BANQUE HONGKONG DU CANADA		BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA		BANQUE LLOYDS DU CANADA		Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$				
Colombie-Britannique	57	1 897 833	0	0	2	130 000	3	119 095	2 082	73 915 465
Alberta	25	938 729	0	0	1	25 000	2	45 900	1 859	52 596 443
Saskatchewan	0	0	0	0	0	0	0	0	863	26 184 477
Manitoba	0	0	0	0	0	0	0	0	633	22 967 985
<b>OUEST CANADIEN</b>	<b>82</b>	<b>2 836 562</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>155 000</b>	<b>5</b>	<b>164 995</b>	<b>5 437</b>	<b>175 664 370</b>
Ontario	0	0	0	0	6	382 668	13	817 001	5 165	208 913 220
Québec	0	0	84	2 337 904	8	377 686	7	478 210	2 807	108 612 944
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	51	2 074 315
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0	37	1 517 612
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84</b>	<b>2 337 904</b>	<b>14</b>	<b>760 354</b>	<b>20</b>	<b>1 295 211</b>	<b>8 060</b>	<b>321 118 091</b>
Nouveau-Brunswick	0	0	0	0	1	50 000	0	0	436	15 200 506
Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	0	0	0	0	471	19 006 877
Ile-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0	196	5 343 473
Terre-Neuve	0	0	0	0	1	62 000	0	0	373	11 106 807
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>112 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 476</b>	<b>50 657 663</b>
<b>TOTAL</b>	<b>82</b>	<b>2 836 562</b>	<b>84</b>	<b>2 337 904</b>	<b>19</b>	<b>1 027 354</b>	<b>25</b>	<b>1 460 206</b>	<b>14 973</b>	<b>547 440 124</b>

TABLEAU 5(b)

## P.A.E. DES CAISSES POPULAIRES, DES CREDIT UNIONS ET AUTRES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÉTEUR	Caisses populaires ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de P.A.E.											
	CAISSE POPULAIRE LAVAL DES RAPIDES		CAISSE POPULAIRE ST-CÉSaire		CAISSE POPULAIRE CHARLESBOURG		CAISSE POPULAIRE N.D. AUXILIATRICE		CAISSE POPULAIRE QUÉBEC EST		CAISSE POPULAIRE ANJOU	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
PROVINCE												
Colombie-Britannique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Alberta	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saskatchewan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manitoba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>QUEST CANADIEN</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Ontario	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Québec	44	2 252 270	46	1 584 692	33	1 534 616	27	1 363 136	37	1 344 280	21	1 219 600
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>44</b>	<b>2 252 270</b>	<b>46</b>	<b>1 584 692</b>	<b>33</b>	<b>1 534 616</b>	<b>27</b>	<b>1 363 136</b>	<b>37</b>	<b>1 344 280</b>	<b>21</b>	<b>1 219 600</b>
Nouveau-Brunswick	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ile-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>	<b>2 252 270</b>	<b>46</b>	<b>1 584 692</b>	<b>33</b>	<b>1 534 616</b>	<b>27</b>	<b>1 363 136</b>	<b>37</b>	<b>1 344 280</b>	<b>21</b>	<b>1 219 600</b>

(suite)

TABLEAU 5(b) (suite)

## P.A.E. DES CAISSES POPULAIRES, DES CREDIT UNIONS ET AUTRES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÊTEUR  PROVINCE	Caisses populaires ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de P.A.E.						P.A.E. consentis par toutes les autres caisses populaires, credit unions et autres sociétés coopératives de crédit		Total des P.A.E. consentis par l'ensemble des caisses populaires, des credit unions et autres sociétés coopératives de crédit	
	CAISSE POPULAIRE GRANBY		CAISSE POPULAIRE STE-VICTOIRE		RICHMOND SAVINGS CREDIT UNION		Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$				
Colombie-Britannique	0	0	0	0	24	1 082 220	128	4 397 562	152	5 479 782
Alberta	0	0	0	0	0	0	15	454 054	15	454 054
Saskatchewan	0	0	0	0	0	0	78	2 827 424	78	2 827 424
Manitoba	0	0	0	0	0	0	11	479 504	11	479 504
<b>QUEST CANADIEN</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>1 082 220</b>	<b>232</b>	<b>8 158 544</b>	<b>256</b>	<b>9 240 764</b>
Ontario	0	0	0	0	0	0	13	604 135	13	604 135
Québec	37	1 213 111	31	1 195 443	0	0	2 663	91 845 288	2 939	103 552 436
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>37</b>	<b>1 213 111</b>	<b>31</b>	<b>1 195 443</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 676</b>	<b>92 449 423</b>	<b>2 952</b>	<b>104 156 571</b>
Nouveau-Brunswick	0	0	0	0	0	0	3	236 281	3	236 281
Nouvelle-Écosse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ile-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>236 281</b>	<b>3</b>	<b>236 281</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>1 213 111</b>	<b>31</b>	<b>1 195 443</b>	<b>24</b>	<b>1 082 220</b>	<b>2 911</b>	<b>100 844 248</b>	<b>3 211</b>	<b>113 633 616</b>

TABLEAU 5(c)

## P.A.E. DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE, DES COMPAGNIES D'ASSURANCES ET DE FINANCEMENT PAR PROVINCE

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PRÉTEUR  PRDVINCE	Sociétés de fiducie, d'assurances et de financement ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de P.A.E.				P.A.E. consentis par toutes les autres sociétés de fiducie, d'assurances et de financement		Total des P.A.E. consentis par l'ensemble des sociétés de fiducie, d'assurances et de financement	
	LA COMPAGNIE DE FIDUCIE GUARANTY TRUST DU CANADA		COMPAGNIE DU TRUST NATIONAL		Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$				
Colombie-Britannique	7	266 096	0	0	0	0	7	266 096
Alberta	8	348 590	0	0	0	0	8	348 590
Saskatchewan	17	897 619	0	0	0	0	17	897 619
Manitoba	7	360 048	0	0	0	0	7	360 048
<b>OUEST CANADIEN</b>	<b>39</b>	<b>1 872 353</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39</b>	<b>1 872 353</b>
Ontario	103	5 395 746	29	1 454 855	15	362 236	147	7 212 837
Québec	82	4 748 018	0	0	2	125 000	84	4 873 018
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CENTRE ET NORD DU CANADA</b>	<b>185</b>	<b>10 143 764</b>	<b>29</b>	<b>1 454 855</b>	<b>17</b>	<b>487 236</b>	<b>231</b>	<b>12 085 855</b>
Nouveau-Brunswick	25	1 651 060	0	0	0	0	25	1 651 060
Nouvelle-Écosse	28	1 698 290	0	0	0	0	28	1 698 290
Ile-du-Prince-Édouard	8	461 068	0	0	0	0	8	461 068
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CANADA ATLANTIQUE</b>	<b>61</b>	<b>3 810 418</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>3 810 418</b>
<b>TOTAL</b>	<b>285</b>	<b>15 826 535</b>	<b>29</b>	<b>1 454 855</b>	<b>17</b>	<b>487 236</b>	<b>331</b>	<b>17 768 626</b>

TABLEAU 5 (d)  
**RÉPARTITION SELON LES RÉGIONS - 18 640 PRÊTS**

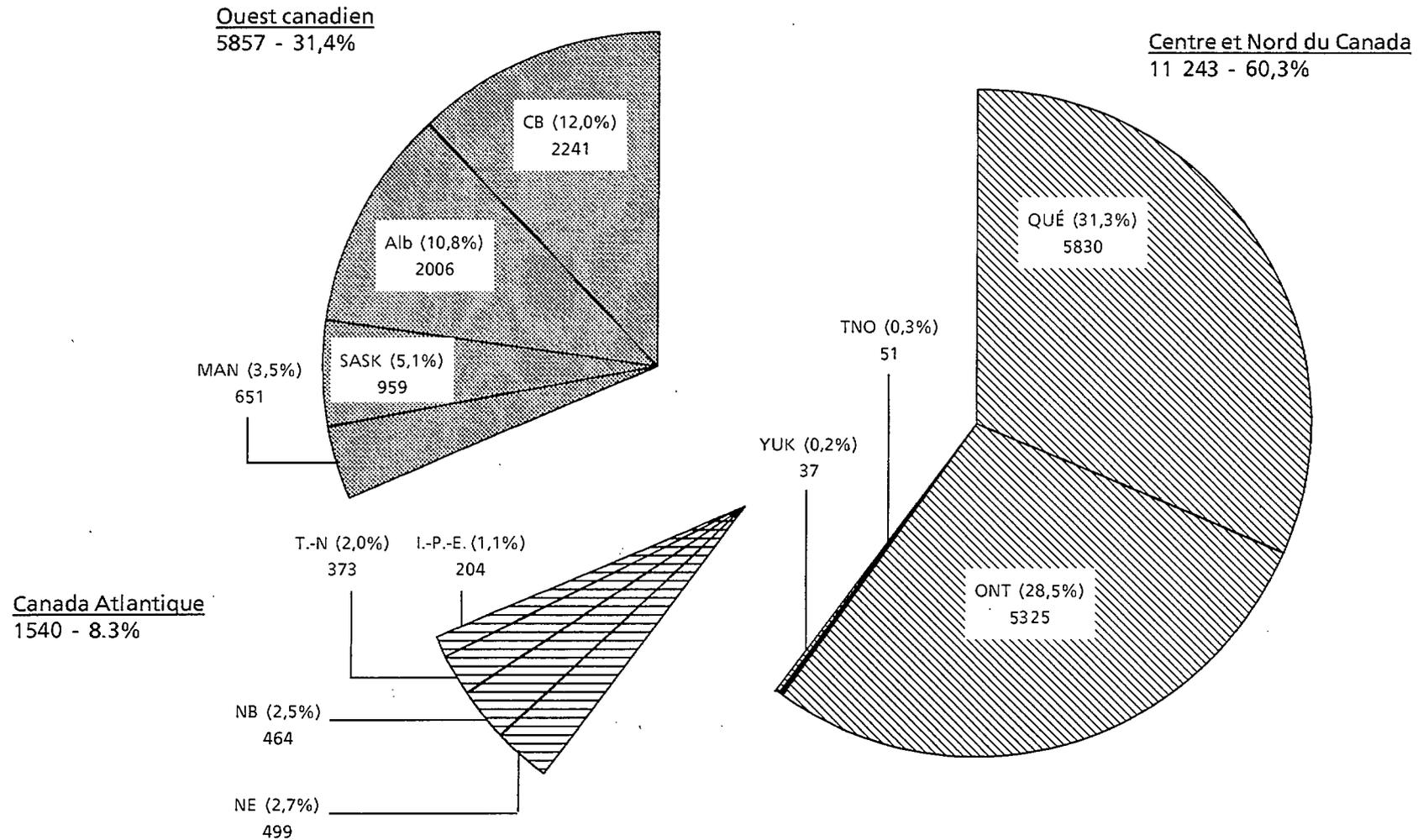
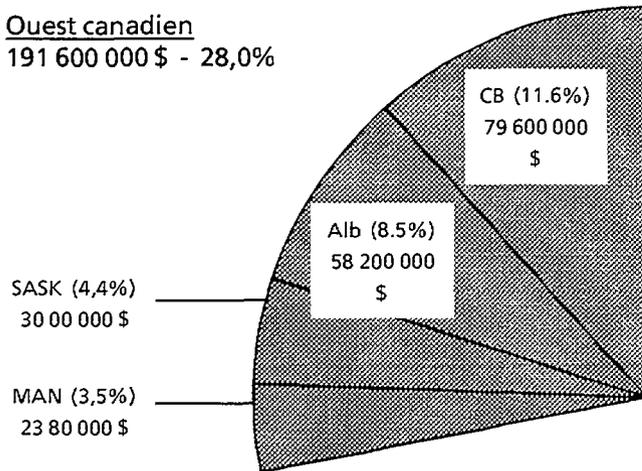
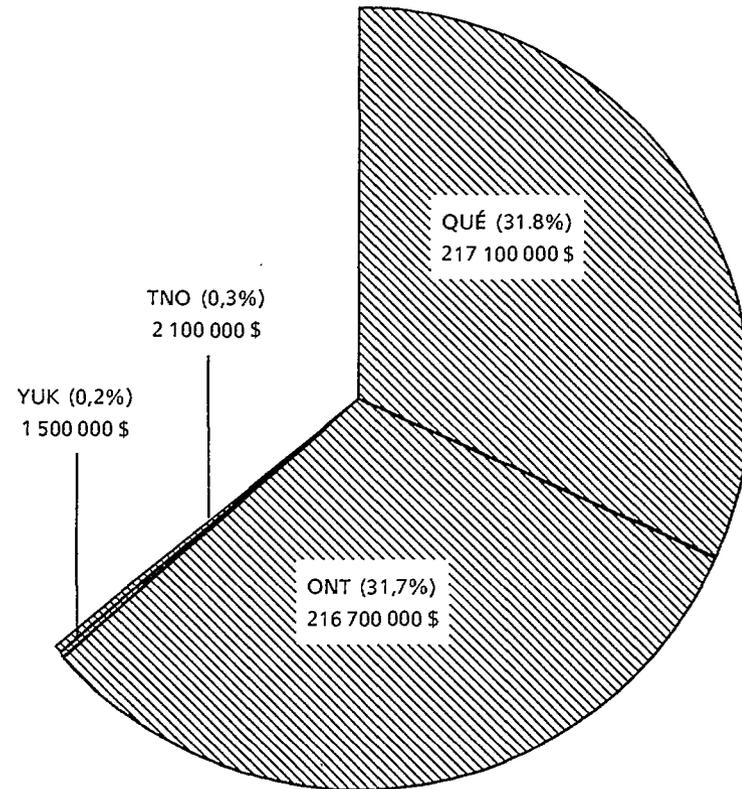


TABLEAU 5 (e)  
**RÉPARTITION SELON LES RÉGIONS - 683 700 000 \$**

Ouest canadien  
 191 600 000 \$ - 28,0%



Centre et Nord du Canada  
 437 400 000 \$ - 64,0%



Canada atlantique  
 54 700 000 \$ - 8,0%

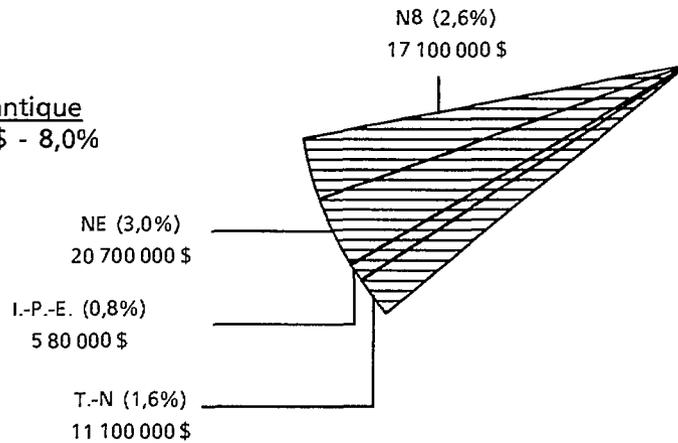


TABLEAU 6  
P.A.E. PAR PROVINCE ET PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

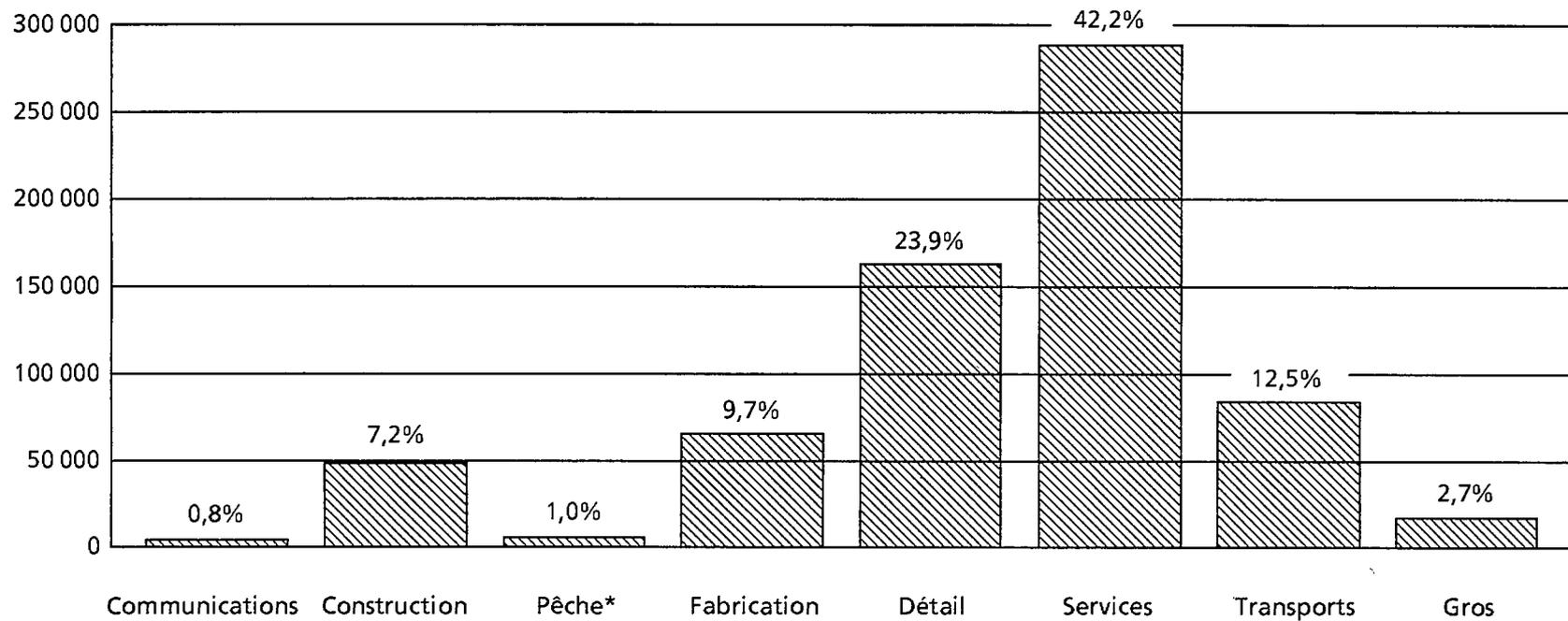
PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	21	349 197	184	6 417 354	66	3 056 305	176	5 098 836	338	11 014 133	906	30 969 685	476	20 721 818	74	2 034 015	2 241	79 661 343
ALB	19	397 966	194	5 458 740	1	79 000	111	3 355 295	360	10 712 091	944	27 647 659	346	9 802 215	31	722 671	2 006	58 175 637
SASK	10	171 385	90	2 729 942	0	0	35	968 125	273	8 338 532	423	13 769 190	101	3 522 318	27	497 028	959	29 996 520
MAN	6	208 029	55	1 271 270	2	31 700	39	1 502 711	216	8 065 866	270	10 758 438	55	1 742 394	8	227 129	651	23 807 537
QUEST	56	1 126 577	523	15 877 306	69	3 167 005	361	10 924 967	1 187	38 130 622	2 543	83 144 972	978	35 788 745	140	3 480 843	5 857	191 641 037
ONT	60	1 973 103	475	14 865 559	1	16 000	651	26 423 815	1 367	62 303 790	2 237	90 609 799	355	14 402 189	179	6 135 937	5 325	216 730 192
QUÉ	51	2 050 200	383	12 305 930	7	242 200	704	25 072 278	1 379	51 121 002	2 580	97 798 025	513	22 025 527	213	6 423 236	5 830	217 038 398
TNO	1	24 750	4	90 000	0	0	0	0	11	540 850	29	1 091 640	6	327 075	0	0	51	2 074 315
YUK	1	10 000	5	193 541	0	0	1	9 533	8	192 909	16	715 629	3	166 400	3	229 600	37	1 517 612
CENTRE	113	4 058 053	867	27 455 030	8	258 200	1 356	51 505 626	2 765	114 158 551	4 862	190 215 093	877	36 921 191	395	12 788 773	11 243	437 360 517
NB	4	52 056	43	1 462 962	5	200 378	47	1 911 020	82	3 277 521	152	4 829 648	114	4 900 806	17	453 456	464	17 087 847
NE	4	114 700	68	2 371 293	49	1 573 077	29	1 208 515	95	3 774 634	137	5 896 767	94	4 874 153	23	892 028	499	20 705 167
IPE	1	15 000	19	628 499	63	1 717 148	12	390 920	18	309 303	62	1 488 008	24	1 144 813	5	110 850	204	5 804 541
TN	1	100 000	50	1 239 280	24	168 596	16	397 927	113	3 960 923	104	3 078 561	49	1 732 688	16	428 832	373	11 106 807
ATL	10	281 756	180	5 702 034	141	3 659 199	104	3 908 382	308	11 322 381	455	15 292 984	281	12 652 460	61	1 885 166	1 540	54 704 362
TOTAL	179	5 466 386	1 570	49 034 370	218	7 084 404	1 821	66 338 975	4 260	163 611 554	7 860	288 653 049	2 136	85 362 396	596	18 154 782	18 640	683 705 916

Nota: Les prêts énumérés dans les tableaux 6 à 10 sont classés selon leur objet. Comme les prêts peuvent être consentis pour plus d'un objet, ces données diffèrent du nombre de prêts qui apparaissent dans les tableaux 1 à 5.

TABLEAU 6 (a)  
**RÉPARTITION SELON LES TYPES D'ENTREPRISES -  
 ENSEMBLE DU PROGRAMME**

1<sup>er</sup> AVRIL 1987 AU 31 MARS 1988

Milliers  
de dollars



\* La pêche est admissible depuis le 2 novembre 1987.

TABLEAU 7  
PRÊTS CONCERNANT L'OUTILLAGE MOBILE, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE EN GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
QB	18	323 497	163	5 430 703	64	2 980 805	143	3 587 852	234	5 489 706	758	21 097 221	468	20 378 518	62	1 499 956	1 910	60 788 258
ALB	19	397 966	173	4 713 290	1	79 000	103	2 894 486	263	5 393 956	791	19 647 484	340	9 652 215	27	552 441	1 717	43 330 838
SASK	7	73 385	79	2 227 197	0	0	31	822 935	176	3 673 715	318	7 674 217	101	3 519 918	25	344 728	737	18 336 095
MAN	6	191 029	51	1 142 470	1	15 500	32	955 661	142	3 096 845	199	5 136 364	55	1 713 594	8	227 129	494	12 478 592
QUEST	50	985 877	466	13 513 690	66	3 075 305	309	8 260 934	815	17 654 222	2 066	53 555 286	964	35 264 245	122	2 624 254	4 858	134 933 783
ONT	50	1 507 383	447	13 499 141	1	16 000	553	20 147 298	977	28 934 264	1 819	55 095 998	347	14 029 219	141	4 170 390	4 335	137 399 693
QUÉ	34	916 730	324	9 047 962	6	133 940	454	13 758 438	767	19 204 607	1 693	49 356 061	507	21 316 487	166	4 087 889	3 951	117 822 114
TNO	0	0	4	90 000	0	0	0	0	7	229 318	21	574 840	4	147 075	0	0	36	1 041 233
YUK	1	10 000	4	107 050	0	0	1	9 533	8	176 349	8	139 920	3	166 400	2	149 600	27	758 852
DENTRE	85	2 434 113	779	22 744 153	7	149 940	1 008	33 915 269	1 759	48 544 538	3 541	105 166 819	861	35 659 181	309	8 407 879	8 349	257 021 892
NB	2	39 208	36	1 104 962	5	200 378	35	1 162 033	45	1 126 446	126	3 110 704	113	4 825 806	16	414 050	578	11 983 587
NE	2	13 900	54	1 803 693	42	1 269 130	26	1 144 215	56	1 394 474	103	3 381 342	93	4 853 161	19	612 228	395	14 472 143
IPE	1	15 000	18	614 999	58	1 565 298	7	230 420	14	225 203	57	1 167 408	24	1 144 813	2	26 250	181	4 989 391
TN	0	0	38	820 930	23	164 596	16	397 927	68	1 406 906	78	1 687 745	48	1 719 888	12	172 471	283	6 370 463
ATL	5	68 108	146	4 344 584	128	3 199 402	84	2 934 595	183	4 153 029	364	9 347 199	278	12 543 668	49	1 224 999	1 237	37 815 584
TOTAL	140	3 488 098	1 391	40 602 397	201	6 424 647	1 401	45 110 798	2 757	70 351 789	5 971	168 069 304	2 103	83 467 094	480	12 257 132	14 444	429 771 259

TABLEAU 8  
PRÊTS CONCERNANT L'OUTILLAGE FIXE, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	3	25 700	3	135 000	2	25 500	20	539 117	36	1 078 998	82	2 585 643	3	142 450	7	120 718	156	4 653 126
ALB	0	0	3	155 000	0	0	8	237 762	31	642 428	76	2 289 477	1	12 000	1	12 480	120	3 349 147
SASK	1	24 000	3	87 400	0	0	1	11 424	22	388 624	35	960 075	0	0	0	0	62	1 471 523
MAN	1	7 100	0	0	0	0	5	272 575	33	894 072	29	1 497 941	0	0	0	0	68	2 671 688
<b>QUEST</b>	<b>5</b>	<b>56 800</b>	<b>9</b>	<b>377 400</b>	<b>2</b>	<b>25 500</b>	<b>34</b>	<b>1 060 878</b>	<b>122</b>	<b>3 004 122</b>	<b>222</b>	<b>7 333 136</b>	<b>4</b>	<b>154 450</b>	<b>8</b>	<b>133 198</b>	<b>406</b>	<b>12 145 484</b>
ONT	10	306 735	7	92 357	0	0	81	3 310 972	216	7 261 109	230	7 057 229	3	69 070	27	717 350	574	18 814 822
QUÉ	15	1 066 464	25	470 986	2	40 460	229	6 842 486	436	11 093 924	644	17 947 889	3	146 300	37	1 068 596	1 391	38 677 105
TNO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	80 000	0	0	1	80 000
YUK	0	0	0	0	0	0	0	0	1	6 000	2	89 600	0	0	0	0	3	95 600
<b>CENTRE</b>	<b>25</b>	<b>1 373 199</b>	<b>32</b>	<b>563 343</b>	<b>2</b>	<b>40 460</b>	<b>310</b>	<b>10 153 458</b>	<b>653</b>	<b>18 361 033</b>	<b>876</b>	<b>25 094 718</b>	<b>7</b>	<b>295 370</b>	<b>64</b>	<b>1 785 946</b>	<b>1 969</b>	<b>57 667 527</b>
NB	2	12 848	1	16 000	0	0	4	133 985	11	268 300	7	152 173	1	25 500	1	20 250	27	629 056
NE	2	97 200	2	17 100	7	113 087	1	16 800	9	151 844	12	330 479	1	20 992	0	0	34	747 502
IPE	0	0	0	0	2	55 600	2	40 500	1	7 600	2	72 700	0	0	0	0	7	176 400
TN	1	100 000	3	26 200	0	0	0	0	5	212 189	6	219 000	0	0	1	40 037	16	597 426
ATL	5	210 048	6	59 300	9	168 687	7	191 285	26	639 933	27	774 352	2	46 492	2	60 287	84	2 150 384
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>1 640 047</b>	<b>47</b>	<b>1 000 043</b>	<b>13</b>	<b>234 647</b>	<b>351</b>	<b>11 405 621</b>	<b>801</b>	<b>22 005 088</b>	<b>1 125</b>	<b>33 202 206</b>	<b>13</b>	<b>496 312</b>	<b>74</b>	<b>1 979 431</b>	<b>2 459</b>	<b>71 963 395</b>

TABLEAU 9(a)  
 PRÊTS CONSENTIS POUR L'AMÉLIORATION DES LOCAUX, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
 Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	0	0	5	70 328	0	0	5	208 800	78	1 943 172	120	3 065 047	1	8 050	5	93 541	214	5 388 938
ALB	0	0	2	36 500	0	0	7	52 647	77	1 909 866	114	2 330 835	0	0	0	0	200	4 329 848
SASK	0	0	2	11 425	0	0	3	24 106	62	1 196 258	61	1 533 476	0	0	1	52 300	129	2 817 565
MAN	1	9 900	1	12 000	0	0	5	89 775	42	1 018 338	66	2 037 493	0	0	0	0	115	3 167 506
<b>QUEST</b>	<b>1</b>	<b>9 900</b>	<b>10</b>	<b>130 253</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>375 328</b>	<b>259</b>	<b>6 067 634</b>	<b>361</b>	<b>8 966 851</b>	<b>1</b>	<b>8 050</b>	<b>6</b>	<b>145 841</b>	<b>658</b>	<b>15 703 857</b>
ONT	3	91 485	15	434 814	0	0	65	1 236 565	507	15 293 533	485	15 423 982	0	0	26	593 913	1 101	33 074 292
QUÉ	2	24 040	24	960 771	1	31 000	73	1 329 365	376	8 791 783	460	13 060 571	3	23 800	20	352 861	959	24 574 191
TNO	0	0	0	0	0	0	0	0	2	32 532	4	93 450	0	0	0	0	6	125 982
YUK	0	0	0	0	0	0	0	0	2	10 560	3	163 109	0	0	1	80 000	6	253 669
<b>CENTRE</b>	<b>5</b>	<b>115 525</b>	<b>39</b>	<b>1 395 585</b>	<b>1</b>	<b>31 000</b>	<b>138</b>	<b>2 565 930</b>	<b>887</b>	<b>24 128 408</b>	<b>952</b>	<b>28 741 112</b>	<b>3</b>	<b>23 800</b>	<b>47</b>	<b>1 026 774</b>	<b>2 072</b>	<b>58 028 134</b>
NB	0	0	1	29 000	0	0	5	156 000	22	586 531	19	423 138	0	0	0	0	47	1 194 669
NE	0	0	3	129 500	1	14 860	0	0	29	673 567	23	657 948	0	0	1	6 000	57	1 481 875
IPE	0	0	1	13 500	0	0	0	0	2	24 400	3	96 700	0	0	0	0	6	134 600
TN	0	0	1	8 300	0	0	0	0	14	471 559	13	252 171	0	0	1	7 324	29	739 354
ATL	0	0	6	180 300	1	14 860	5	156 000	67	1 756 057	58	1 429 957	0	0	2	13 324	139	3 550 498
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>125 425</b>	<b>55</b>	<b>1 706 138</b>	<b>2</b>	<b>45 860</b>	<b>163</b>	<b>3 097 258</b>	<b>1 213</b>	<b>31 952 099</b>	<b>1 371</b>	<b>39 137 920</b>	<b>4</b>	<b>31 850</b>	<b>55</b>	<b>1 185 939</b>	<b>2 869</b>	<b>77 282 489</b>

TABLEAU 9(b)  
 PRÊTS CONSENTIS POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DE LOCAUX, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
 Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATIDN		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	0	0	12	503 723	0	0	8	231 267	16	455 372	33	1 021 729	0	0	1	27 000	70	2 239 091
ALB	0	0	11	402 450	0	0	1	10 400	28	1 264 429	28	923 782	4	119 000	0	0	72	2 720 061
SASK	0	0	5	185 910	0	0	1	9 660	9	382 400	22	980 734	1	2 400	1	94 397	39	1 655 501
MAN	0	0	1	2 800	0	0	1	20 000	16	699 831	13	759 460	0	0	0	0	31	1 482 091
<b>QUEST</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>1 094 883</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>271 327</b>	<b>69</b>	<b>2 802 032</b>	<b>96</b>	<b>3 685 705</b>	<b>5</b>	<b>121 400</b>	<b>2</b>	<b>121 397</b>	<b>212</b>	<b>8 096 744</b>
ONT	0	0	12	452 497	0	0	21	893 925	86	3 968 332	87	4 455 803	2	73 550	5	168 360	213	10 012 467
QUÉ	0	0	16	836 911	0	0	22	806 829	68	2 724 643	89	4 354 386	2	110 000	4	209 760	201	9 042 529
TNO	0	0	0	0	0	0	0	0	2	93 000	4	198 600	1	90 000	0	0	7	381 600
YUK	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CENTRE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>1 289 408</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>43</b>	<b>1 700 754</b>	<b>156</b>	<b>6 785 975</b>	<b>180</b>	<b>9 008 789</b>	<b>5</b>	<b>273 550</b>	<b>9</b>	<b>378 120</b>	<b>421</b>	<b>19 436 596</b>
NB	0	0	2	141 000	0	0	6	317 002	8	324 154	5	229 809	0	0	1	19 156	22	1 031 121
NE	1	1 350	7	345 000	2	176 000	1	12 000	7	340 969	9	501 408	0	0	1	100 000	28	1 476 727
IPE	0	0	0	0	3	96 250	0	0	0	0	0	0	0	1	30 000	4	126 250	
TN	0	0	4	198 000	0	0	0	0	6	352 100	5	264 020	0	0	1	60 000	16	874 120
ATL	1	1 350	13	684 000	5	272 250	7	329 002	21	1 017 223	19	995 237	0	0	4	209 156	70	3 508 218
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>1 350</b>	<b>70</b>	<b>3 068 291</b>	<b>5</b>	<b>272 250</b>	<b>61</b>	<b>2 301 083</b>	<b>246</b>	<b>10 605 230</b>	<b>295</b>	<b>13 689 731</b>	<b>10</b>	<b>394 950</b>	<b>15</b>	<b>708 673</b>	<b>703</b>	<b>31 041 558</b>

TABLEAU 9(c)  
PRÊTS CONSENTIS POUR L'ACHAT DE LOCAUX, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	0	0	5	253 440	1	50 000	7	373 800	28	1 508 025	43	2 330 291	3	133 800	1	80 000	88	4 729 356
ALB	0	0	2	65 000	0	0	1	75 000	23	1 009 672	34	1 704 589	0	0	2	88 750	62	2 943 011
SASK	1	58 500	3	115 910	0	0	1	100 000	42	1 597 498	48	1 842 816	0	0	0	0	95	3 714 724
MAN	0	0	2	105 000	1	16 200	3	160 200	35	1 823 580	17	534 390	0	0	0	0	58	2 639 370
QUEST	1	58 500	12	539 350	2	66 200	12	709 000	128	5 938 775	142	6 412 086	3	133 800	3	168 750	303	14 026 461
ONT	1	67 500	7	258 500	0	0	12	565 550	96	5 293 400	120	6 785 620	1	40 000	10	456 024	247	13 466 594
QUÉ	1	42 966	18	882 140	1	36 800	48	2 236 010	163	8 764 058	217	11 966 590	8	416 240	8	587 480	464	24 932 284
TNO	1	24 750	0	0	0	0	0	0	2	155 000	5	224 750	0	0	0	0	8	404 500
YUK	0	0	1	86 491	0	0	0	0	0	0	4	311 000	0	0	0	0	5	397 491
CENTRE	3	135 216	26	1 227 131	1	36 800	60	2 801 560	261	14 212 458	346	19 287 960	9	456 240	18	1 043 504	724	39 200 869
NB	0	0	2	126 950	0	0	2	117 000	15	804 150	14	795 966	1	49 500	0	0	34	1 893 566
NE	0	0	1	23 000	0	0	1	35 500	22	1 162 280	15	935 991	0	0	2	173 800	41	2 330 571
IPE	0	0	0	0	0	0	3	120 000	2	52 100	3	100 800	0	0	1	42 600	9	315 500
TN	0	0	4	185 850	1	4 000	0	0	27	1 479 469	13	653 510	0	0	1	34 000	46	2 356 829
ATL	0	0	7	335 800	1	4 000	6	272 500	66	3 497 999	45	2 486 267	1	49 500	4	250 400	130	6 896 466
TOTAL	4	193 716	45	2 102 281	4	107 000	78	3 783 060	455	23 649 232	533	28 186 313	13	639 540	25	1 462 654	1 157	60 123 796

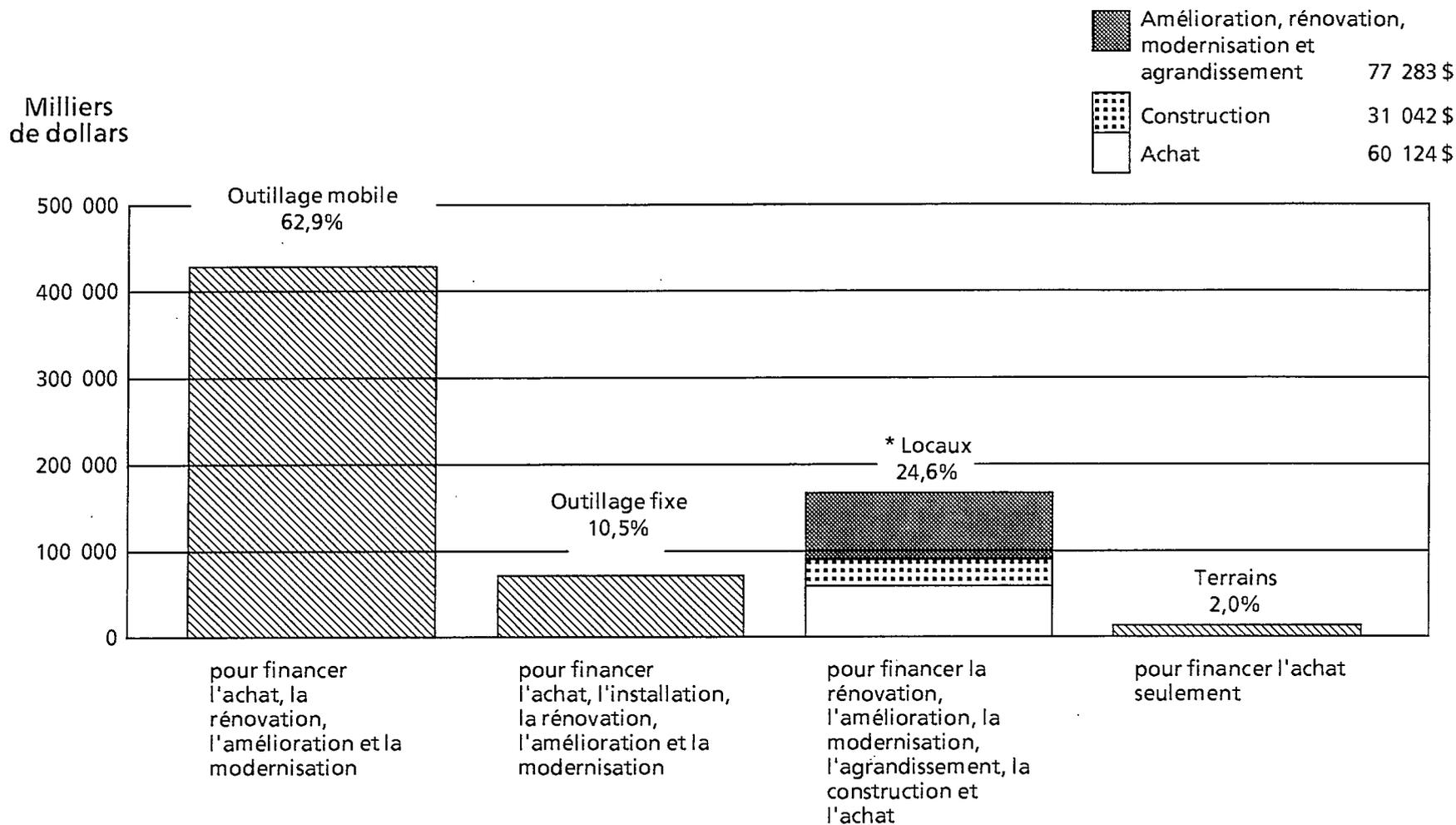
TABLEAU 10  
PRÊTS CONSENTIS POUR L'ACHAT DE TERRAINS, PAR TYPE D'ENTREPRISE COMMERCIALE  
Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988

PROV.	COMMUNICATIONS		BÂTIMENT		PÊCHE		SECTEUR DE LA FABRICATION		COMMERCE DE DÉTAIL		ENTREPRISES DE SERVICES		TRANSPORTS		COMMERCE DE GROS		TOTAL	
	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$	Nbre	Montant \$
CB	0	0	2	24 160	0	0	4	158 000	12	538 860	20	869 754	1	59 000	3	212 800	42	1 862 574
ALB	0	0	3	86 500	0	0	1	85 000	14	491 740	17	751 492	2	19 000	1	69 000	38	1 502 732
SASK	2	15 500	5	102 100	0	0	0	0	37	1 100 037	40	777 872	0	0	1	5 603	85	2 001 112
MAN	0	0	1	9 000	0	0	1	4 500	18	533 200	15	792 790	1	28 800	0	0	36	1 368 290
QUEST	2	15 500	11	221 760	0	0	6	247 500	81	2 663 837	92	3 191 908	4	106 800	5	287 403	201	6 734 708
ONT	0	0	3	128 250	0	0	10	269 505	33	1 553 152	50	1 791 167	4	190 350	2	29 900	102	3 962 324
QUÉ	0	0	6	107 160	0	0	6	99 150	26	541 987	49	1 112 528	2	12 700	4	116 650	93	1 990 175
TNO	0	0	0	0	0	0	0	0	1	31 000	0	0	1	10 000	0	0	2	41 000
YUK	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	12 000	0	0	0	0	1	12 000
CENTRE	0	0	9	235 410	0	0	16	368 655	60	2 126 139	100	2 915 695	7	213 050	6	146 550	198	6 005 499
NB	0	0	2	45 050	0	0	1	25 000	6	167 940	5	117 858	0	0	0	0	14	355 848
NE	1	2 250	1	53 000	0	0	0	0	3	51 500	4	89 599	0	0	0	0	9	196 349
IPE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	50 400	0	0	1	12 000	2	62 400
TN	0	0	0	0	0	0	0	0	3	38 700	2	2 115	1	12 800	2	115 000	8	168 615
ATL	1	2 250	3	98 050	0	0	1	25 000	12	258 140	12	259 972	1	12 800	3	127 000	33	783 212
TOTAL	3	17 750	23	555 220	0	0	23	641 155	153	5 048 116	204	6 367 575	12	332 650	14	560 953	432	13 523 419

# TABLEAU 11

## RÉPARTITION DES PRÊTS PAR CATÉGORIES - ENSEMBLE DU PROGRAMME

1<sup>er</sup>AVRIL 1987 AU 31 MARS 1988



\* Aux fins de la LPPE, les locaux ne comprennent pas le terrain.